

**ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU
FLEUVE SENEGAL
OMVS**

HAUT-COMMISSARIAT

**Etude macro-économique d'un Programme de
Développement Intégré du Bassin du
Fleuve Sénégal**

RAPPORT DE PREMIER ETABLISSEMENT

**AGRER S.A.
Avenue Louise, 251
1050 Bruxelles
BELGIQUE**

Octobre 1991

TABLE DES MATIERES

1.	Introduction	1.
1.1.	Approche générale et objectifs de l'étude	1.
1.2.	Contexte contractuel	3.
2.	Programme provisoire pour le déroulement de l'étude	3.
2.1.	Démarrage de l'étude	3.
2.2.	Calendrier d'exécution de l'étude et échéancier des experts	3.
2.3.	Présentation des experts affectés à l'étude	4.
3.	Déroulement de la première mission de terrain	6.
4.	Structure provisoire pour le rapport intermédiaire de 1ère phase	11.
5.	Nécessité d'un partenaire de l'OMVS	13.
5.1.	Justification	13.
5.2.	Proposition d'appui pour la prise en charge des coûts	13.

1. INTRODUCTION

1.1. Approche générale et objectifs de l'étude

L'achèvement des ouvrages communs (les barrages de Diama et de Manantali) permet l'utilisation considérablement améliorée des ressources en eau et sols dans le bassin du Fleuve Sénégal. Cette utilisation doit et devra être aussi optimale que possible afin de valoriser au mieux les importants investissements consentis et restants encore à réaliser, tout en recherchant une cohérence avec les possibilités économiques des 3 pays membres concernés, à savoir le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.

La stratégie adoptée par l'OMVS s'articule à la fois sur la satisfaction d'une combinaison optimale dans la mise en valeur des ressources physiques, économiques et sociales existants au niveau du bassin du Fleuve, et sur le souci de promouvoir une composante intégrante, multi-sectorielle de chacune des stratégies nationales de développement. Dans cette optique et dans le cadre de la volonté d'intégration d'ensemble au niveau de la région du Fleuve, laquelle couvre 3 pays, une évaluation d'ensemble des programmes nationaux de développement intégré s'avère indispensable.

La présente étude macro-économique a donc pour objectif la définition d'un cadre de cohérence au niveau de l'ensemble de la zone du Fleuve Sénégal à l'intérieur duquel pourrait s'inscrire les politiques et les planifications nationales et multi-sectorielles du développement intégré des sous-régions du Fleuve, ainsi que de la gestion optimale et commune des ressources hydrauliques.

L'étude se déroulera suivant 3 phases distinctes :

- Analyse des politiques nationales de développement économique et social de chaque pays membre de l'OMVS.

Sur base des options et choix politiques, économiques et sociaux prévus au niveau national de chaque pays, mettre en évidence la place du développement de la zone du Fleuve.

- Approche régionale d'aménagement et de développement du Bassin du Fleuve.

Des scénarios de développement de la région seront élaborés compte tenu des potentialités physiques et socio-économiques existantes, ainsi que de toute contrainte identifiée. A l'intérieur de ces scénarios régionaux de référence, des scénarios sous-régionaux cohérents pourront être établis. Les scénarios de développement intégreront l'ensemble des activités économiques. Il sera élaboré un outil décisionnel informatique, véritable tableau de bord dynamique. Un scénario de référence régional sera défini.

- Confrontation des politiques nationales et de l'approche régionale intégrée.

Elaboration de scénarios de référence nationaux pour le développement de chaque sous-région du Fleuve.

Cette phase consistera en l'harmonisation des approches nationales et régionales. Un scénario de référence sera établi pour le développement de la zone du fleuve pour chaque pays, et la factibilité économique et financière sera analysée. L'outil informatique final d'aide à la décision et d'ajustement permanent sera mis sous la forme de référence.

Le contenu et le phasage de l'étude est résumé ci-après.

Termes de Référence	Etude macro-économique d'un programme de développement du Fleuve Sénégal (OMVS) <i>Objectif général : Elaboration de scénarios de développement, cohérents avec les capacités économiques et financières de chaque pays et devant servir de cadre de cohérence pour la programmation des Etats (outil évolutif d'aide à la décision)</i>
---------------------	--

1e phase

Analyse des politiques nat. de dév. écon. & social de chaque pays membre de l'OMVS, et place du Bassin dans ces politiques

Contenu de l'étude

Pour chaque pays :

1. Présentation de l'ensemble des secteurs structurant l'économie nationale; poids relatif de ces secteurs et plans d'action par secteur
2. Identification des activités liées au Fleuve :
 - . activités motrices (agriculture, mines, énergie)
 - . activités liées à l'aménagement
 - . activités induites et d'accompagnement
3. Objectifs, stratégie, programme, plan d'action pour la S.R. du Fleuve et par principaux secteurs
4. Bilan-diagnostic, par secteur, de la mise en oeuvre des programmes (réalisations effectives, contraintes, manquements dans la définition des politiques nationales, ...)

Pour l'ensemble du Bassin du Fleuve :

5. Synthèse des aspects traités par pays et par secteur (tableaux récapitulatifs) et mise en évidence des divergences et convergences

2e phase

Approche régionale d'aménagement et de développement du Bassin du Fleuve

Possibilités de développement de l'ensemble du Fleuve compte tenu des potentialités : scénario de référence régional

1. Activités économiques motrices

- **Secteur agricole**
 - . programme d'irrigations (céréales) en vue de l'autosuffisance alimentaire
 - . le riz
 - . cultures traditionnelles
 - . élevage
 - . pêche fluviale
 - . équilibre écologique
- **Mines**
- **Energie (demande)**

2. Activités liées à l'aménagement

3. **Activités induites et mesures d'accompagnement**
 - . organisation institutionnelle et réglementaire
 - . R & D
 - . santé, tourisme, promotion services induits
 - . commerce, stockage, etc..

Conclusions

- Confrontation des politiques nationales et de l'approche régionale.
 - Scénario de développement de la S.R.

1. Mise en évidence des incohérences entre approches nationales et régionales,
2. Elaboration par pays des scénarios de développement des sous-régions,
3. Analyse économique et financière des scénarios,
4. Mise en forme d'un outil d'aide à la décision et d'ajustement permanent.

R : Région du Bassin du Fleuve empiétant sur les pays riverains
 SR : Sous-région = fraction du bassin incluse dans chaque pays
 SZ : sous-zone = unités de chaque SR homogènes du point de vue développement
 F : Fleuve = Espace de développement régional fournisseur de moyens

Objectifs

- Quels sont les objectifs et les politiques nationales de développement économique de chaque pays ?
- Au niveau du Bassin, quelles sont les convergences et divergences entre les 3 pays ?

- Quelles sont les grandes lignes d'un programme multisectoriel stratégique pour l'ensemble du Bassin du Fleuve ?

- Existe-t-il des incohérences entre les politiques nationales et l'approche régionale ?
- Quel est le scénario le plus cohérent, économique, et tenant compte des plans de dévelop. des 3 pays ?

1.2. Contexte contractuel

L'étude sera réalisée sur la base des termes de référence transmis par le Haut Commissariat en date du 6 avril 1990. Une méthodologie a été établie par la S.A. AGRER dans le cadre de l'appel d'offres, cette méthodologie constituera également une base de travail.

Une réunion de négociation du contrat s'est tenue à Dakar du 1er au 4 mars 1991. A l'issue de cette réunion, un projet de contrat a pu être finalisé afin d'être présenté à la Banque Africaine de Développement.

Le contrat visant la réalisation de l'étude a été passé entre la S.A. AGRER et l'Organisation pour la Mise en Valeur de la Vallée du Fleuve Sénégal - OMVS en date du 29 mai 1991.

La notification du démarrage de l'étude a été signifiée par lettre datée du 6 juin 1991. La notification est parvenue à S.A. AGRER le 16 juin 1991.

2. PROGRAMME PROVISOIRE POUR LE DEROULEMENT DE L'ETUDE

2.1. Démarrage de l'étude

Par lettre datée du 8 juillet 1991, S.A. AGRER informe l'OMVS qu'après vérification à Dakar, Nouakchott et Bamako, il apparaissait que la période du 15 juillet au 15 août 1991 n'était pas propice pour rencontrer les Administrations concernées, de nombreux cadres étant en congé. L'accord pour le démarrage de l'étude est accordé par l'OMVS, lettre datée du 30 juillet 1991, avec la réserve que les délais et les coûts soient respectés.

Le Chef de mission et le Macro-économiste ont démarré l'étude le 15 août avec arrivée à Dakar le 20 août 1991.

2.2. Calendrier d'exécution de l'étude et échéancier des experts

Le calendrier d'exécution de l'étude et l'échéancier d'intervention des experts est présenté ci-après. Ce calendrier est susceptible de subir quelques adaptations mineures au fur et à mesure du déroulement de l'étude. Toutefois, elles ne seront pas fondamentalement en désaccord avec le calendrier faisant partie intégrante du contrat.

Une attention particulière est accordée au respect du délai global de l'étude (20 mois), ainsi qu'à la date de remise des rapports successifs. Le décalage demandé de la date du démarrage de l'étude est rattrapé dans le calendrier présenté.

Le calendrier d'exécution mentionne nominativement les experts affectés à l'étude. En ce qui concerne la première phase de l'étude, le poste d'économiste national en Mauritanie est en attente d'approbation par les services de l'OMVS. Les postes d'experts nationaux santé et tourisme pour le Sénégal et la Mauritanie sont en attente d'approbation. Pour le Sénégal, de nouveaux C.V. seront présentés incessamment.

L'échéancier d'intervention des experts indique un poste supplémentaire "partenaire OMVS". Dans le cadre du personnel et moyens apportés par l'OMVS en contrepartie, faisant l'objet de l'annexe F au contrat, nous incluons la participation au cours des périodes stratégiques dans l'élaboration de l'étude, la présence du futur expert-utilisateur de l'outil d'aide à la décision et d'ajustement permanent. Nous y reviendrons plus en détail au point 5 ci-dessous.

2.3. Présentation des experts affectés à l'étude

Ière phase

Chef de mission	:	Paul Kooy	:	Supervision générale de l'étude. Tous secteurs.
Macro-économiste	:	Yves Van Frausum	:	Analyses macro-économiques Modélisation de l'outil informatique.
Economiste planificateur	:	Serge Van Outryve d'Ydewalle	:	Secteur Agriculture.
Economiste planificateur	:	Bruno Lambin	:	Secteur Industrie et PME. Secteur transport. Secteur Mines.
Ingénieur Civil planificateur	:	Pierre Ribard	:	Secteur énergie et électrification.
Ingénieur aménagiste du territoire	:	Philippe Guérin	:	Aménagement du territoire.
Economiste généraliste Sénégal	:	Massata Guèye	:	Intervention et suivi dans tous les secteurs.
Economiste généraliste Mali	:	Bakari Coulibaly	:	Intervention et suivi dans tous les secteurs.
Economiste généraliste Mauritanie	:	Amadou Baro	:	Intervention et suivi dans tous les secteurs.

IIème Phase

En plus de l'intervention des experts affectés à la première phase :

Aménagiste hydro-agricole/ gestion eau	:	Hubert Castelain	:	Aménagements hydro-agricoles gestion de l'eau.
Spécialiste pêche - Foresterie/ écologie	:	Jacques Rosseel	:	Pisciculture, pêche fleuve. Foresterie, environnement.
Expert santé Sénégal	:	C.V. à approuver		
Expert santé Mali	:	Dr. Mamadou Singaré		
Expert santé Mauritanie	:	C.V. à approuver - Mohamed L. Ba		
Expert tourisme Sénégal	:	C.V. à approuver		
Expert tourisme Mali	:	Hamadi Sow		
Expert tourisme Mauritanie	:	C.V. à approuver - Niang N'Dery		

IIIème phase et rapport final

Les experts intervenant en IIIème phase seront les mêmes que ceux affectés à la Ière.

Le nombre total d'experts affectés au cours des trois phases de l'étude par AGRER est de 17.

Calendrier d'exécution de l'Etude et échéancier d'intervention des experts

PHASES DE L'ETUDE / MOIS		0,5	1,5	2,5	3,5	4,5	5,5	6,5	7,5	8,5	9,5	10,5	11,5	12,5	13,5	14,5	15,5	16,5	17,5	18,5	19,5	Totaux	
Date d'expiration contrat : 15/8/91		Avr	Sept	Octob.	Novem.	Décem.	Janv.	Févr.	mars	Avril	Mai	juin	Juill.	Avr	Sept	Octob.	Novem.	Décem.	Janv.	Févr.	Mars		
Phase I Analyse des Politiques générales			00	0000	0000	00																	12
Phase II Définition d'un Développement Intégré Régional								0000	0000	0000	0000												16
Phase III Définition de scénarios de Référence par Etat ... Viabilité Economique et Financière. Rapport final dont le rapport de synthèse.														0000	0000	0000	0000						16
DESIGNATION DES EXPERTS		+ + + + + 1ère Phase // // // // // 2ème Phase / / / / / 3ème Phase 000000 3ème Phase 00																					
Equipe de base			00	0000	0000	00		00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		49
Chef de mission - Ingén. GR/Agro-Eco.	P. Kouy		00	0000	0000	00		00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		40
Macroeconomiste	Y. Yen Fraussen		00	0000	0000	00		00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		14
Economiste politique & social/planif.	S. D'Ydrwalle		00	0000	0000	00		00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		14
Economiste planif. Indust./Transp./mines	Lombis		00	0000	0000	00		00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		14
Ingénieur civil/plannificateur	Ribart		00	0000	0000	00		00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		17
Ingénieur aménageur du territoire	Gubrin		00	0000	0000	00		00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		8
Aménag. H. hydr-agri./gestion res. eau	H. Castalein		00	0000	0000	00		00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		5
Economiste généraliste net. 1 (Sénégal)	M. Guéye		00	0000	0000	00		00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		5
Economiste généraliste net. 2 (Mali)	B. Coulibaly		00	0000	0000	00		00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		5
Economiste généraliste net. 3 (Mauritanie)	A. Baro		00	0000	0000	00		00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		5
Partenaire DRYG	A. Diagne							00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		
Equipe d'appui spécialisée								00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		8
Spécialiste pêche/foresterie/écologie	J. Rasseol							00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		2
Expert en tourisme national 1 (Sénégal)	M. Bago							00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		2
Expert en tourisme national 2 (Mali)	H. Saw							00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		2
Expert en tourisme national 3 (Maur.)	Mouss N'Dary							00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		2
Spécialiste Santé 1 (Sénégal)	refusé							00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		2
Spécialiste Santé 2 (Mali)	M. Singaré							00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		2
Spécialiste Santé 3 (Mauritanie)	M. Ba							00	0000	0000	0000	0000			0000	0000	0000	00		0000	0000		2
Sous-Total 0+0+8 :		4	29	16	1	2	15	41	15	12	5			11	16	9	5	2	6	4		191	
0 Sous-Total séj. extra-mor 0 :		3	23			1	15	29		6				9				1					87
0 Sous-Total séj. :		1	6	16	1	1		12	15	6	5			2	16	9	3	1	6	4		104	

3. DEROULEMENT DE LA PREMIERE MISSION DE TERRAIN

La mission de terrain dans les trois pays membres de l'OMVS est avant tout une mission d'imprégnation et de première prise de contact avec les interlocuteurs concernés. Elle a permis le rassemblement de la documentation sur les politiques et les programmes nationaux, de faire le point des disponibilités en données statistiques diverses, de collecter les études sectorielles clefs pour chaque activité économique à analyser.

Au niveau de l'analyse macro-économique générale

Les banques de données nationales sont relativement comparables entre Etats. Les autorités nationales (Ministères, Direction de la Statistique, Banques centrales) se sont révélées coopératives et les informations rassemblées permettront de répondre aux objectifs de la première phase. L'accueil de la part de la Banque Mondiale fut variable d'un pays à l'autre.

La méthodologie retenue pour l'étude macro-économique nécessite la construction d'un tableau Entrées-Sorties sous-régional (TES), donc valable pour les activités économiques spécifiques de la zone du fleuve.

Lorsque les comptabilités nationales sont assez élaborées, un TES national est disponible (Sénégal, Mali). Toutefois, la répartition des ressources et des emplois de chaque branche économique au niveau national risque d'être sensiblement différente pour les branches spécifiques des activités concernées par la zone du Fleuve.

Ce TES sous-régional que l'on tentera d'élaborer dans le cadre de cette étude sera à la fois simplifié et plus adapté par rapport aux TES nationaux disponibles. Plus simplifié parce que le nombre d'activités identifiées et intéressant directement le Bassin du fleuve est réduit. Plus adapté en raison de la spécificité des agrégats de l'économie du Bassin par rapport aux grands agrégats nationaux. En effet, certaines agro-industries, industries extractives et chimiques (phosphates), les secteurs de l'énergie et du transport intéressent particulièrement le Bassin. L'utilisation des matrices emplois-ressources de ces activités, représentées sous forme agrégées dans les Banques de données nationales, nuit sensiblement à la représentativité de l'analyse pour la sous-région.

Il est donc indispensable pour réussir l'élaboration d'un TES régional représentatif d'avoir accès aux comptes d'exploitation des entreprises individuelles et agents économiques concernés, tant industriels qu'agricoles (ceux-ci sont analysés au niveau des Ministères des Finances et du Plan).

Ceci demande l'appui de la part de l'OMVS pour solliciter les autorisations nécessaires auprès des instances nationales chargées de rassembler ce type de données. Ces données sont généralement protégées et confidentielles. Mais cette autorisation est généralement accordée pour tout exercice de construction de TES.

Afin d'extraire les effets secondaires des dépenses d'investissement et de fonctionnement, il est important que les spécialistes sectoriels de la mission puissent estimer avec le plus de précision possible la répartition des dépenses entre les catégories suivantes :

- matériel et équipements importés (composante locale et importée);
- frais d'études;
- frais de personnel (salaire locaux et expatriés);
- services intermédiaires (énergie, eau, transports);
- constructions (bâtiments et travaux publics), etc.

Les spécialistes sectoriels s'attacheront donc à s'exprimer aussi vite que possible et en priorité sur la vraisemblance des diverses activités programmées (phosphates, minerais divers). A titre indicatif, dans les conditions économiques actuelles et prévisibles à terme, quelles sont les chances pour que se réalisent les projets phosphatiers, (Matam, Boghé), projets qui déterminent la rentabilité du volet navigation (projets dépendants, qui ne peuvent être réalisés que conjointement).

Il se peut que le spécialiste énergie doive réactualiser les données du projet Barrage de Manantali - Centrale hydroélectrique.

Les ressources, bien qu'importantes, sont peu diversifiées et limitées à quelques grands secteurs d'activités économiques. Par conséquent, l'étude macro-économique, basée sur l'utilisation du TES sous-régional, n'incorporera pas un nombre excessif de branches économiques différentes. Il s'ensuit également un nombre plus réduit de variables décisionnelles (leviers), surtout celles qui seront du ressort de l'OMVS ou des instances nationales.

Afin de renforcer la capacité décisionnelle du modèle, les spécialistes sectoriels indiqueront systématiquement à quels niveaux des économies de coûts (investissements et frais de fonctionnement) et des augmentations de productivité peuvent être envisagées. A cet effet, il sera fait appel pour cette analyse à des comparaisons internationales. Ces informations permettront ensuite de modifier les paramètres physiques du modèle et de démontrer que le développement intégré du Bassin passe autant par une augmentation de l'efficacité et de la rentabilité des projets existants et futurs que par des investissements nouveaux. Cet effort analytique correspond parfaitement à l'esprit du Programme d'Ajustement Structurel, lequel recherche à améliorer la gestion des ressources.

Au niveau du secteur de l'agriculture

La mission a permis de collecter auprès des diverses administrations une abondante documentation dont la teneur dépasse l'information requise dans le cadre de la seule première phase. Il convient à cet égard de mentionner l'absence d'une source majeure d'information, concernant les statistiques agricoles 1975-89 gérées par l'OMVS (bases de données informatisées) qu'il ne nous fut regrettamment pas possible d'obtenir malgré notre insistance. Nous nous référons à notre demande écrite datée du 28/08/91 adressée à l'informaticien gérant cette base de données. Les statistiques agricoles officielles dans chaque pays sont de précision inégale en ce qui concerne la zone du Fleuve, par conséquent, l'accès à l'information existant auprès de l'OMVS pourrait se révéler être irremplaçable, particulièrement concernant la Mauritanie et le Mali.

L'analyse de la première phase du domaine agricole s'articulera sur :

- rappel historique des grandes options initiales ayant conduit au choix exprimé par les trois pays membres en faveur de l'option après-barrages;
- rappel historique des premières années d'aménagements et de mise en valeur agricole, avec mesures d'impact de ces aménagements au niveau local-fleuve et national;
- diagnostics de la situation actuelle, aux niveaux local-fleuve (notamment selon les Schémas et Plans Directeurs) et national (Plans Nationaux et Plans d'Ajustement macro et sectoriels agricoles);
- réactualisation des objectifs envisageables à moyen et long terme au niveau des trois pays membres.

Au niveau du secteur mines

a) Sénégal

Les principales sources d'information ont été la Direction de l'Energie et des Mines et MIFERSO. En ce qui concerne ce dernier projet, il est à souligner que dans l'hypothèse où il se réalise, il est prévu que l'évacuation du minerai se fasse par la voie ferrée actuelle et une nouvelle voie à construire entre Tambacounda et la mine.

Les extraits du Plan Minéral relatifs à la zone d'étude, les études relatives aux projets miniers de la région, de même que les études portant sur le projet navigation et volets connexes, apparaissent suffisantes pour les besoins du présent diagnostic.

b) Mali

Il n'existe actuellement aucun projet minier susceptible d'influencer notablement le développement économique de la région concernée par l'étude.

Les principales sources d'information sont la direction de l'Energie et des Mines ainsi qu'un document des Nations Unies 1987 portant sur les ressources minérales du Mali.

c) Mauritanie

Le point sera fait sur les études de projets miniers, notamment sur celle relative à la faisabilité de l'exploitation des mines de phosphates : Bofal/Louboira, près de Boghé.

Au niveau du secteur industriea) Sénégal

De nombreuses entrevues ont eu lieu avec le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, ainsi qu'avec divers organismes parapublics. Les principales informations récoltées pour les besoins de l'étude proviennent : des études générales du Ministère du Plan, notes et analyses sur la conjoncture et sur le suivi du NPI (Nouvelle Politique Industrielle), le Programme Tri-annuel d'Investissements publics 1991-1994, des banques de données économiques et financières, l'étude portant sur la régionalisation de l'industrialisation au Sénégal.

L'analyse des documents et les résultats des entrevues avec les responsables permettront de situer la place du secteur industriel dans le développement économique du pays, et d'en faire ressortir l'importance du secteur au niveau de la région du Fleuve.

Dès à présent, il se dégage que le secteur s'y est très faiblement développé, on y trouve que des industries de transformation (rizeries, concentré de tomates, traitement de canne à sucre) et quelques PME.

b) Mali

Les principales sources d'informations sont les suivantes : le dernier recensement industriel (Ministère de l'Industrie); l'étude portant sur les possibilités de création et de régionalisation des industries maliennes, des informations sur les PME existantes et projetées dans la région du Fleuve Sénégal.

c) Mauritanie

Outre les documents d'intérêt général provenant du Ministère du Plan et d'organismes nationaux (statistiques sectorielles, programmations, PCR, etc), deux études récentes permettent d'appréhender le secteur industriel. La première porte sur les possibilités de création ou de régionalisation d'industries mauritaniennes, la seconde traite de l'élaboration d'un programme national de développement industriel.

Les projets spécifiques qui pourraient intéresser le fleuve, en dehors de l'agro-industrie et les PME de services, porteront sur la distribution et la conservation des produits alimentaires (poisson et viande).

Au niveau du secteur des transports

a) Sénégal

Le Ministère de l'Équipement, des Transports et de la Mer, ainsi que la documentation disponible auprès du FED ont été les principales sources d'informations. Les documents essentiels sont : le projet d'ajustement sectoriel des transports (1989) et l'étude d'actualisation du projet navigation (1991).

b) Mali

Le désenclavement de la région du Fleuve constitue la contrainte principale à lever pour démarrer le développement économique et social de la zone. Les projets routiers, surtout au niveau du triangle Kita-Nioro-Kayes à désenclaver en priorité, ont été passés en revue tant auprès de l'ONT qu'auprès du Ministère des Travaux Publics et des Transports.

c) Mauritanie

Les entrevues avec les responsables du Ministère de l'Équipement et des Transports et avec le FED, la consultation des diverses études et projets, ont permis de faire le point sur les projets routiers en cours d'études. L'étude Actualisation du projet navigation permet également d'analyser le secteur du transport en Mauritanie.

Au niveau du secteur de l'énergie et de l'électricité

a) Sénégal

Les informations essentielles ont été rassemblées auprès de la Direction des Mines, de l'Industrie et de l'Énergie, de la Direction des Mines, de la géologie et de l'énergie du Ministère du Développement Industriel et de l'Artisanat, et de la SENELEC.

Deux constats se dégagent : vieillissement et obsolescence du parc électrothermique; nécessité de programmer un renouvellement partiel du parc thermique à court terme, mais substitution par l'hydroélectricité à plus long terme. Une attention particulière doit être réservée à la protection de l'environnement forestier sur le fleuve (bois de chauffage - charbon de bois).

b) Mali

Les principales sources d'informations consultées sont celles : de la Direction Nationale de l'Hydraulique et de l'Énergie; du Ministère de l'Industrie, de l'hydraulique et de l'Énergie; de la Direction Nationale des Eaux et Forêts - DNEF; de l'Énergie du Mali EDM.

Les autorités préconisent l'indispensable accroissement de la capacité de production hydro-électrique compte tenu des importants besoins restant à satisfaire. Le renforcement des fournitures d'énergie par l'électricité thermique mettrait en péril l'équilibre financier de l'EDM.

c) Mauritanie

Les principaux documents ont pu être consultés auprès du Ministère de l'Hydraulique et de l'Énergie, de la SONELEC, de la Direction de la Protection de la Nature, du PNUD. Les documents clefs sont : l'Avant projet de programme national de maîtrise de l'énergie, économie et environnement; Eléments d'une Stratégie de l'Énergie Domestique; Programme régional gaz butane, etc.

Il y a une pression considérable sur l'environnement de par la demande urbaine (principalement) en bois de chauffe/charbon de bois. Il est nécessaire de promouvoir des économies de bois d'énergie par l'utilisation de foyers améliorés et de combustibles de substitution, tout en mettant en place une gestion efficace du patrimoine forestier.

Les autorités mauritaniennes préconisent le développement de l'alimentation électrique à Nouakchott et sur le Fleuve.

Au niveau de l'Aménagement du Territoire

La Vallée du Fleuve Sénégal est inégalement couverte par des plans et programmes intégrés d'Aménagement du Territoire. L'analyse de la cohérence entre les stratégies politiques nationales et sectorielles (macro-économie, agriculture, transport, énergie etc) et les plans et projets d'aménagement nationaux et régionaux nécessitera un dialogue interne de l'ensemble de l'équipe.

a) Le Sénégal

L'Esquisse du Plan National d'Aménagement du Territoire (Ministère de l'Intérieur, Nov. 89) définit un scénario de développement équilibré et des procédures de définition et de mise en oeuvre de Plans Régionaux d'Aménagement Intégré (PDRI). L'élaboration sur financement PNUD de ces plans régionaux et les programmes d'actions aboutiraient à la fin de 1992.

L'Esquisse du Plan National d'Aménagement préconise le renforcement de St-Louis comme pôle de développement, la création d'un pôle secondaire à Matam et la confortation de Richard-Toll en tant que pôle industriel.

b) Le Mali

Le document Bilan-Diagnostic de la Région de Kayes (Ministère du Plan, Direction de l'Aménagement du Territoire, 1986), bien qu'assez complet, ne développe pas assez l'incidence de la construction du barrage de Manantali sur la sous-région. L'élaboration d'un plan d'aménagement, suggéré dans ce document, n'a pas encore été entamée. Une étude récente (Février 1990) concerne exclusivement l'aire d'influence du réservoir de Manantali.

Le Mali, confronté à l'aménagement du fleuve Niger, n'a pas encore donné de priorité à la région de Kayes, qui demeure très enclavée malgré le passage du chemin de fer, et qui a dû organiser son économie autour de la diaspora de ses habitants. Les problèmes limitants sont donc d'une part la faible capacité du site, l'enclavement de la région et les priorités alternatives de l'Etat.

c) La Mauritanie

La rive droite du Fleuve n'a pas fait l'objet d'une étude nationale particulière. Un Plan National d'Aménagement du Territoire, réalisé sur financement PNUD, attend l'approbation du Gouvernement¹. Il existe pourtant deux documents : les actes d'un séminaire de sensibilisation sur l'aménagement du Fleuve Sénégal et un programme national de lutte contre la désertification, lequel contient d'utiles indications sur le rôle dévolu en la matière par la zone du fleuve.

¹ La Direction de l'Aménagement du Territoire a refusé à la mission la communication de ce document, n'ayant pas été informée par le voie hiérarchique (Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie).

4. STRUCTURE PROVISOIRE POUR LE RAPPORT INTERMEDIAIRE DE 1ère PHASE

Analyse des politiques nationales de développement économique et social

Ce document sera constitué de 4 parties :

- A. Sénégal
- B. Mali
- C. Mauritanie
- D. Présentation synthétique.

Les parties A, B, C seront structurées selon le même modèle.

I. Structure proposée pour les parties A, B, C par pays

1. Présentation de l'ensemble des secteurs structurant l'économie nationale.

- 1.1. Rappel des caractéristiques générales nationales
- 1.2. Présentation des grands agrégats et de leur évolution récente, en termes de participation au PNB
- 1.3. Présentation des grandes orientations politiques, des grands objectifs nationaux, et des programmes qui les sous-tendent (PAS et PASA par exemple)
- 1.4. Récapitulation sommaire des plans d'action par secteur :
 - documents d'où ils sont extraits (plans de développement pluriannuels sectoriels, programmes de stabilisation, d'ajustement et de relance économiques, programmes bilatéraux ou multilatéraux);
 - calendrier de mise en oeuvre (prévision et état d'avancement);
 - échéancier de financement (prévu et effectif).

2. Identification et hiérarchisation des activités intéressant le Fleuve

- 2.1. Le Fleuve, fournisseur de moyens
- 2.2. Le Fleuve, espace de développement régional
Définition précise de l'espace concerné
Contenu administratif et sous-zones homogènes (cartographie)
- 2.3. Poids du Fleuve dans l'ensemble national
Superficie, population, potentialités
- 2.4. Récapitulation des principales activités intéressant le Fleuve en les reclassant en :
 - activités motrices,
 - activités liées à l'aménagement du territoire;
 - activités induites et mesures d'accompagnement.

3. Objectifs, stratégies, programmes..... prévus au niveau national concernant l'aménagement et le développement de la sous-région du Fleuve.

3.1. Poids relatif de la sous-région du Fleuve dans l'ensemble national.

- 3.1.1. Tableaux ventilés par unités administratives (agrégées en sous-zones homogènes et comparées aux grandeurs nationales);
 - populations;
 - superficies et productions potentielles et exploitées;
 - ressources hydrauliques;
 - ressources énergétiques;
 - emplois et valeurs ajoutées;
 - investissements;
 -

3.1.2. Rôle dévolu à la sous-région dans la politique nationale de développement.

- 3.2. Et suivant; analyse par activité (récapitulée en 2.4) des objectifs, stratégies, programmes,... envisagés pour le Fleuve (ou en relation avec le Fleuve), en indiquant pour chacune d'elles (et selon la documentation disponible) :
- les objectifs régionalisés, les stratégies et les programmes;
 - les complémentarités et les concurrences à l'intérieur de la sous-région du Fleuve et avec le reste du pays;
 - les agents socio-économiques et les décideurs concernés;
 - les actions envisagées;
 - les calendriers de mise en oeuvre;
 - les dépenses d'investissement et leur échéancier de financement (poids par rapport à l'ensemble national);
 - les coûts de fonctionnement et autres charges récurrentes;
 - les résultats attendus en termes de production, d'emplois, de valeurs ajoutées,...

3.2. Agriculture et développement rural

- 3.2.1. Riziculture
- 3.2.2. Cultures maraîchères,
- 3.2.3. Diversification des cultures irriguées;
- 3.2.4. Cultures de décrue;
- 3.2.5. Cultures pluviales;
- 3.2.6. Elevage
- 3.2.7. Foresterie et environnement;
- 3.2.8. Pêche.

3.3. Mines et industries

- 3.3.1. Mines
- 3.3.2. Industries.

3.4. Energie

3.5. Transports

3.6. Affectation des ressources en eau (intégrant les aspects précédents pour la sous-région et les concurrences dans l'ensemble national);

3.7. Activités liées à l'aménagement du territoire

3.8. Activités induites et mesures d'accompagnement.

4. Bilan-diagnostic de la mise en oeuvre des programmes

Par activité (ou agrégat d'activité); on fera le point :

- des réalisations effectives;
- des contraintes rencontrées, techniques, sociales, économiques;
- des manques et insuffisances de la définition des politiques nationales :
 - manque d'informations,
 - précision insuffisante dans la définition des objectifs;
 - sous-évaluation des coûts;
 - manque de cohérences.

4.1. Agriculture et développement rural;

4.2. Mines et industries;

4.3. Energie;

4.4. Transports;

4.5. Affectation des ressources en eau;

4.6. Activités liées à l'aménagement du territoire;

4.7. Activités induites et mesures d'accompagnement.

II. Structure proposée pour : D - Présentation synthétique

- 1. Tableaux récapitulatifs comparés
- 2. Commentaires sur les divergences et les convergences.

5. NECESSITE D'UN PARTENAIRE DE L'OMVS

5.1. Justification

L'Etude macro-économique de développement intégré comprend en fait l'élaboration et la mise en forme d'un outil d'aide à la décision et d'ajustement permanent, véritable tableau de bord dynamique servant à tester divers scénarios. Les scénarios de référence choisis en troisième phase pour chaque sous-région, affectant optimalement et harmonieusement les ressources aux emplois indispensables à un moment déterminé, devront être tenus à jour par les agents concernés. Ce modèle informatique sera à réutiliser continuellement par les décideurs dans le futur. La première utilisation de cet outil stratégique évolutif sera sans conteste l'OMVS.

Afin de garantir que les futurs utilisateurs soient parfaitement imprégnés de la structure du programme et de la collecte des données permettant les ajustements au cours du temps, la condition absolue à respecter est donc "que les utilisateurs soient impliqués dès la phase de mise en forme de l'outil". Il se justifie donc de désigner un partenaire privilégié au sein de l'OMVS pour "porter" ensuite les conclusions de l'étude, mais aussi pour tenir à jour le modèle ou l'adapter devant les situations nouvelles qui surviendront sans aucun doute dans les années à venir.

Le choix de ce partenaire incombe au service du "Développement et de la Coordination" de l'OMVS.

5.2. Proposition d'appui pour la prise en charge des coûts

Conformément à l'échéancier d'intervention présenté ci-avant, il est proposé que le partenaire OMVS accompagne l'équipe d'AGRER dès la deuxième phase, au cours de leur deuxième séjour de l'équipe dans les 3 pays membres, soit durant 2 semaines.

De plus, un séjour de deux fois deux semaines au siège d'AGRER en Belgique s'avèrerait très utile.

Compte tenu des moyens de l'OMVS, et du poste F7 "Divers" des "moyens à mettre en oeuvre" Section F - Méthodologie, du présent contrat, le chargé d'étude pourrait prendre en charge les frais estimés ci-dessous. Cette prise en charge est non seulement subordonnée à l'approbation du Haut Commissariat de l'OMVS, mais aussi à celle du Bailleur de Fonds.

Il s'agit de la couverture des dépenses pour perdiem et la prise en charge des voyages aériens sur pièces justificatives.

L'estimation sur frais "divers" de l'étude est la suivante :

	Perdiem 90 ECU/jrs		Voyage aérien tarif réduit		Total
	Europe	Afrique	Intercontinental	Local	
Ière Phase	14 jrs x 90 1260	14 jrs x 90 1260	1300	500	1760
					2560
IIème Phase	14 jrs x 90 1260	14 jrs x 90 1260	1300	500	1760
					2560
Total					8640

Pour rappel, le poste divers du récapitulatif du devis estimatif de l'étude se chiffre à un total de 10.000 ECU. (Cfr annexe E - Rémunérations et paiement).

ANNEXE

ANNEXE (RAPPORT DE PRESENTATION)

Liste indicative des documents consultés.

A) SENEGAL

Général Pays/Fleuve.

- Etude prospective "SENEGAL 2015". - Ministère du Plan et de la Coopération - Juillet 1989.
- Programme triennal d'investissements publics 1991/1994. - Ministère de l'Economie des Finances et du Plan - Avril 1991.
- Report and recommendation of the President of the International Development Association to the Executive Directors on a proposed development credit of SDR 62.4 million to the Republic of SENEGAL for a structural adjustment program. - World Bank - Janvier 1990.
- Bulletin de statistique. B.S. Numéro 5-6 - 1990.
- Rapport sur les perspectives économiques. - Ministère de l'Economie des Finances et du Plan - Décembre 1990.
- Développements économiques récents. - Ministère de l'Economie des Finances et du Plan - Juin 1991.
- Rapport d'évaluation du programme d'ajustement structurel de la République du SENEGAL. - Banque Africaine de Développement - 1989/1991.
- Note d'analyse du commerce extérieur. - Ministère de l'Economie des Finances et du Plan. 1988/1989.
- Direction de la prévision et de la statistique & Note de conjoncture - Ministère de l'Economie des Finances et du Plan. - Février 1991.
- Situation économique. - Direction de la prévision et de la statistique. - 1988.
- Les principaux résultats provisoires du recensement de la population de l'habitat du SENEGAL. - Direction de la prévision et de la statistique. - Décembre 1989.
- Répertoire des villages région de Saint-Louis. - Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. - 1988.
- Dossier d'information. - République du SENEGAL - Juin 1991.
- Statistiques économiques et monétaires. - Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. - Février 1991.
- Statistiques sur le sous-secteur primaire de la région de Saint-Louis. - Département du développement et de la coordination - Décembre 1989.
- Banque de données économiques et financières 1987 - 3 tomes. - Direction de la statistique. - DAKAR février 1989.
- Tarif des douanes du SENEGAL. - Direction des études et de la réglementation douanière. - 1989.

Secteur Agriculture - Développement rural.

- Déclaration de Politique de Développement Agricole (DPDA). - Gv. SENEGAL. - Décembre 1989.
- Programme d'ajustement sectoriel agricole - Plans d'actions. - Gv. SENEGAL. - Mai 1990.
- Déclaration de Politique de Développement Agricole (DPDA). - Gv. SENEGAL. - Novembre 1990.
- Note s/DPDA et PASA SENEGAL - Juin 1990 - CAB - Juin 1990.
- Etude du secteur agricole - Rapport de synthèse - MDR/DAKAR. - Mai 1986.
- Etude du secteur agricole - Plan céréalière - MDR/DAKAR. - Mai 1986.

- SENEGAL agricultural sector analysis. - USAID - Janvier 1991.
- Gestion de l'eau dans les périmètres irrigués villageois de la vallée du fleuve SENEGAL. - Université de Wageningen. - Janvier 1990.
- Rapport de synthèse des activités FED/SAED, projet FED/NIANGA. - Septembre 1990.
- Evaluations GREPPI VIe FED. - G. GREPPI. - 1986/1991.
- Etat d'exécution du programme d'appui au développement de la région de PODOR. - CAB - Juin 1989.
- La SAED a 25 ans - STAT. 1965-1990. - SAED - Novembre 1990.
- Commercialisation en conseil interministériel : Résultats de la campagne de commercialisation 1989/1990, Bilan des productions de contre-saison.
- 1989/1990 Etat d'avancement de la campagne agricole 1990/1991 - Préparation de la campagne de commercialisation 1990, - MDRH - Décembre 1990.
- Etude du potentiel aménageable des terres de la région du fleuve. - Mai 1991.
- Résultats de la campagne agricole et de contre saison 1990/1991 et plan de campagne 1991/1992. - MDRH - Juin 1991.
- Le suivi des activités agricoles dans la moyenne vallée du SENEGAL - Institute for Development Anthropology. - Septembre 1989.
- Plan directeur de développement intégré pour la rive gauche du SENEGAL, GERSAR, EUROCONSULT, A. GIBB. - Juin 1990 - Rapport provisoire.
- Etude des modalités de coopération entre le CCE et la CNCAS pour la mise en place d'une facilité de crédit agricole dans la région du fleuve. - Etude C. ZAROUR pour le compte de la DCCE. - Mai 1991.
- Comptes d'exploitation et de revenu des périmètres irrigués. - C. ZAROUR. - Avril 1991.
- Evolution du prix des intrants et prestations fournies par SAED/CNCAS. - Cellule d'évaluation et de planification continue. - 1991.
- Politique des prix agricoles au SENEGAL. - Etude SEDES MDR. - Janvier 1988.
- Etude sur les filières agricoles - Volet agro-économie, agro-industrie et économique. - SONED. - Février 1988.
- Etude diagnostique filière riz. - Dakar 1988.
- Politique des prix agricoles (SENEGAL). - SEDES. - Janvier 1989.
- Etude sur la physionomie actuelle du marché du riz et les perspectives d'avenir du riz entier au SENEGAL. - CPSP Dakar - Septembre 1989.
- Privatisation des activités de transformation du riz dans la vallée du fleuve SENEGAL. - J. RABES - Septembre 1989.
- Problématique des désengagements de l'état de la filière rizicole. - CAB - Mai 1990.
- Situation et évolution des opérateurs de la mise en valeur irriguée dans le département de Podor. - J. RABES - Juin 1990.
- Développement des filières agricoles dans la région du fleuve, stratégies et esquisse des axes d'intervention envisageables - 1991/1996. CAB - Juin 1990.
- Point s/Filière céréalière - SENEGAL Juillet 1990. - CAB - Juillet 1990.
- Les PME prestataires de services en mécanisation dans le Delta du fleuve SENEGAL. - Institut National de Développement rural. - Mémoire EL. H. ADAMA TOURE. - Novembre 1990.
- Fichier PME-PODOR. - CAB - Décembre 1990.
- Le décorticage villageois dans la vallée du fleuve SENEGAL - Une alternative au secteur parapublic ? - CAB - Février 1991.
- Evaluation financière de la rizière MBOKK JOM A RONCK. - CAB - Février 1991.

Secteur Energie - Electrification.

- Document préparatoire à la réunion sur l'énergie prévue fin septembre, début octobre 1991, préparé par la division de l'énergie.
- Etude du réseau de transport 225 kV de l'énergie de la Centrale de Manantali, Avril 1989, préparée pour l'OMVS par le groupement Manantali.

- Etude économique complémentaire du réseau 225 kV associé à la Centrale, Juillet 1991, préparée pour la Banque Mondiale.
- Rapport sur l'évolution de la production d'énergie électrique de 1980 à Août 1991. - Documents SENELEC.

Secteur Transport - Industrie - Mines.

- PAST SENEGAL - Ministère de l'Equipement - Janvier 1989.
- Etude d'actualisation du projet navigation - Rapport final BAD - Mai 1991 - Louis BERGER International.
- CEAO - Etude d'opportunité pour la régionalisation d'industries existantes et la création de nouvelles industries régionales dans les pays membres de la CEAO. - Phase I: Analyse de la situation industrielle dans les états membres de la Communauté. - Rapport pays SENEGAL.
- Dispositif d'informations et de suivi de la nouvelle politique industrielle (N.P.I.) - Rapports de synthèse trimestriels - Années 1989/1990 - SYMPA.
- Annuaire de l'union des chambres de commerce d'industrie et d'agriculture du SENEGAL - 1990.
- Résumé sur la situation du projet MIFERSO - Note sur l'impact économique du projet MIFERSO.
- Plan minéral de la République du SENEGAL (BRGM, 1985).
- Perspectives au SENEGAL - Etudes spéciales - Marchés tropicaux - Avril 1991.

B) MALIGénéral Pays/Fleuve.

- Plan quinquennal de développement économique et social. - 1981/1985 - Mali.
- Enquête démographique du MALI 1985, résultats définitifs. - Ministère du Plan - MAI 1988.
- Plan quinquennal de développement économique et social 1987/1991. - Ministère du Plan - MAI 1988.
- Recensement général de la population et de l'habitat. - Ministère du Plan - Janvier 1990.
- Bilan d'exécution du plan quinquennal de développement économique et social 1987/1991 au 31 Décembre 1990 et quatrième programme triennal d'investissements 1991/1993 - Ministère du Plan - Octobre 1990.
- Comptes économiques Mai 1989, résultats préliminaires. - Ministère du Plan, Direction Nationale de la Statistique. - Décembre 1990.
- Annuaire statistique 1989. - Ministère du Plan - Mars 1991.
- Enquête budget-consommation 1988/1989. - PNUD/BIRD - Analyses préliminaires et résultats. - Mars 1991.
- Annuaire statistique de la région de Kayes 1987.
- Annuaire statistique de la région de Kayes 1988 - Ministère du Plan.
- FMI - MALI - Facilité d'ajustement structurel - Novembre 1989.
- Report and recommendation of the International Development Association to the Executive Directors on a proposed credit to Republic of MALI for a structure adjustment Program. (SAL 1) BIRD - Novembre 1990.
- MALI - facilité d'ajustement structurel renforcé, document cadre de politique économique et financière à moyen terme (1991/1993); - MALI, FMI, BIRD. - 28 Février 1991.
- MALI, cadre macro, présentation des politiques économiques et financières mises en oeuvre par le MALI en 1990 et 1991. - Réunion des Amis du MALI - Paris 3 Juillet 1991.
- Plan quinquennal de développement économique et social. Ministère du Plan. - 1981/1985.
- Programme de l'Ida au MALI. Banque mondiale Mission résidente. - Mars 1991.
- Incentive system and economic policy reform in MALI. Associates for international resources and development. - June 1987.
- Mission d'évaluation du programme d'ajustement structurel (PAS). Aide mémoire de la mission conjointe de la Banque Mondiale et de la Coopération Néerlandaise. - 24 Mars 1990.
- La fraude sur le commerce extérieur au MALI - Secrétariat aux affaires économiques du D.E.C. - Novembre 1988.
- La fraude, avant-projet de rapport. - Commission Assainissement. -
- Facilité d'ajustement structurel - Document-cadre de politique économique et financière à moyen terme (1990/1992). - Fonds Monétaire International. - Novembre 1989.
- Budget de l'état pour 1991. - Récapitulation Générale. - Ministère des Finances et du Commerce.
- Budget de l'état pour 1991. - Budget spécial d'investissement. - Ministère des finances et du commerce.
- Statistiques économiques et monétaires. - Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. - Mai 1991.
- Eléments de conjoncture 1er trimestre 1991. - Ministère du Plan. - Juillet 1991.
- Enquête secteur informel. - Analyse préliminaire. - Ministère du Plan. - 1989.
- Enquête secteur informel. - Résultats - Ministère du Plan et de la Coopération internationale. 1989.
- Enquête démographique du MALI 1985. Résultats définitifs. Ministère du Plan. - Mars 1988.
- FIS Flash informations statistiques. Ministère du Plan. - Mars 1991.
- Bulletin mensuel de statistique. Direction Nationale de la statistique & de l'informatique. Mai 1991.
- Tarif des douanes. Ministère des Finances et du Commerce.

Secteur Agriculture - Développement rural.

- Fleuve plan directeur de développement de la haute vallée du fleuve SENEGAL. Rapport préliminaire, phase, USAID/OMVS. - Décembre 1989.
- Plan directeur de développement de la haute vallée du fleuve SENEGAL - Rapport préliminaire - Phase 1. USAID. - Décembre 1989.
- Détermination des coûts de production des principaux produits agricoles. - MDR/IER/Bamako. - Février 1989.
- Etude des coûts de production du Paddy à l'office du NIGER-Campagne 1988/1989. - IER/Bamako. - Août 1990.
- République du MALI - utilisation du potentiel de l'aire du barrage de Manantali, shema directeur Agrar und Hydrotechnik, rapport principal et annexes.
- Analyse du marché céréalier en République du MALI. OPAM. Campagne 1989/1990.
- FIS FLASH info statistiques 1990. Direction Nationale de la statistique et de l'informatique.
- Bulletin d'analyse du marché céréalier en République du MALI. OPAM/Bamako. 1er semestre 1991.
- Assistance technique au programme de restructuration du marché céréalier. BDPA SCETAGRI. - 30 Juillet 1991.
- Revue du secteur agricole du MALI. Ministère de l'Agriculture. - Novembre 1987.

Secteur Energie - Electrification.

- Etude de stratégie de l'énergie domestique. DHE.
- Plan directeur du secteur de l'électricité au MALI. Tractebel. - Février 1988.
- Note de présentation de la synthèse de l'étude du plan directeur de l'électricité. DN Hydraulique et Energie. - Avril 1991. Proposition du scénario optimal pour 1991/2000.
- Problèmes et choix énergétiques pour la MALI. Banque Mondiale/PNUD/Aide Bilatérale - Février 1990.
- Prévision de consommation électrique des projets miniers dans la zone de Manantali. Direction de la Géologie et des Mines. - Mini-acierie intégrée. Projet de Loulo.
- Développement des bassins fluviaux - production hydro-électrique. Direction Nationale de l'Hydraulique et de l'Energie.
- Rapport sur la politique énergétique au MALI - Combustibles ligneux. Direction Nationale des Eaux et Forêts. - Juin 1989.
- Etude filière d'approvisionnement des villes en produits forestiers DNEF. - Juillet 1991.

Secteur Transport - Industrie - Mines.

- Plan de Transport du Mali - 1980-1994 - Ministère des Transports et des Travaux Publics - Rapport de synthèse - Les transports routiers - 1981 - SEDES.
- Recensement National des Unités Industrielles - Service de la Promotion Industrielle et Artisanale - Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali.
- Recensement Industriel 1989-1990 - Direction Nationale des Industries - Ministère de l'Economie et des Finances - Juillet 1991.
- CEAO - Etude d'opportunité pour la régionalisation d'industries existantes et/ou la création de nouvelles industries régionales dans les pays membres de la CEAO - Rapport pays : Mali - Décembre 1989 - SOFRECO.
- Plan National Industriel.

C) MAURITANIEGénéral Pays/Fleuve

- Programme de consolidation et de relance (1989-1991). Préparé par le 2ème Groupe consécutif pour la Mauritanie - Juillet 1989.
- Document-Cadre de Politique Economique, 1989-91; RIM (3ème du genre); 1988.
- Procès-Verbal des Discussions entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et la Banque Mondiale sur le Programme Economique, les Stratégies Sectorielles et le Programme d'Investissement Public - 1988-91; BIRD; Juillet 1988.
- Review of the performance under the PREF (1985-1988); RIM; Juillet 1989.
- Economic consolidation and growth program (1989-1991); RIM; Juillet 1989.
- Document Cadre de la Politique Economique pour 1990-93 (projet); Ministère du Plan; 1990.
- Matrices des mesures et application PASA (état d'avancement des mesures à prendre dans les différents domaines d'actions); 1991.
- PASA, Décaissement Deuxième Tranche; Sous-secteur prix et commercialisation; BIRD; 1991.
- Aide Mémoire pour la préparation des prochaines discussions avec la Mission du Fonds Monétaire International - FMI - Mars 1991.
- Impact des politiques macro-économiques sur le développement agricole et sur le financement rural (Mauritanie) - draft - Juin 1991.
- PAS - Aide mémoire de la mission de supervision - Juillet 1991.
- PAS - Matrices objectifs/suivi - Juillet 1991.
- PAS - Aide mémoire de la mission de supervision - Juillet 1991.
- Agrégats de la comptabilité nationale et indicateurs socio-économiques; ONS - 1988.
- Statistiques du commerce extérieur - ONS - 1988.
- Annuaire statistique - ONS - 1989.
- FMI - Statistical annex - Juillet 1991.
- Country Economic Memorandum - Western Africa Regional Office - World Bank - July 10, 1985.
- L'ajustement structurel en Mauritanie. - Stratégie, moyens et perspectives - Marchés Tropicaux - 26 octobre 1990 - WP/F1062F LEGAL.
- Accord de crédit de développement (Crédit à l'Ajustement Structurel) entre la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale de Développement - 20 avril 1987.
- Accord de crédit de développement (Projet d'Assistance Technique et de Renforcement Institutionnel du Secteur des Entreprises Publiques) entre la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale de Développement en date du 18 juillet 1990 - WP/F1062F LEGAL.
- Bulletin trimestriel de statistique - Office National de la Statistique - 1990.
- Bulletin trimestriel de statistique - Banque Centrale de Mauritanie - Mars 1991.
- Budget consolidé d'investissement - Exercice 1990 - Ministère du Plan et de l'Emploi - Décembre 1989.
- Budget consolidé d'investissement - Exercice 1991 - Ministère du Plan - Décembre 1990.
- Plan de gestion des programmes de pays - UNDP - Juillet 1991.

Secteur Agricole - Développement Rural

- Etude d'Application des Schémas Directeurs de la Vallée et du Delta de la Rive droite du Fleuve Sénégal - AGRER-SCET AGRI-HASKONING - Avril 1988.
- Projet d'Aménagement de la Vallée du Gorgol - Rapport Socio-économique - J. Schmitz - Septembre 1987 - 1 volume.
- Plan semencier de réhabilitation du périmètre de M'Pourie - Projet FAO - 1990 - Extraits.

- Besoins de Financement riz - Campagne d'hivernage 1991 - Sonader - Avril 1991.
- Etat d'exécution du Programme du premier semestre 1991 - Sonader - Juillet 1991.
- Prix de revient du kilo de paddy et du maïs (grain) en fonction du taux de rendement et du taux d'occupation des sols par projet (Campagne 1990-91) - Sonader 1991.
- DCA/Nouakchott - Caractéristiques des prêts et instruction et suivi des dossiers - Juillet 1991.

Secteur Energie - Electrification

- Avant-projet de programme national de maîtrise de l'énergie, économie et environnement - Direction de l'Energie - 1991.
- Eléments d'une stratégie de l'Energie Domestique - ESMAP - Juillet 1990.
- Programme régional gaz butane - Plan d'action 1991-92 - FED.
- Séminaire national sur les foyers améliorés - Rapport national - Juin 1990.
- Enquête sur l'utilisation des combustibles de cuisson - DPN/PFA - Février 1991.
- Note de synthèse du programme national d'économie et de maîtrise de l'énergie.

Secteur Transport - Industrie - Mines

- Le répertoire des entreprises en Mauritanie - 1ère édition (AMC - Nouadhibou - RIM) 1988.
- C.E.A.O. - Etude d'opportunité pour la régionalisation d'industries existantes et/ou la création de nouvelles industries régionales dans les pays membres de la CEAO. Rapport Pays : Mauritanie - SOFRECO - Décembre 1989.

Documents communes aux trois pays - Devis

- Le riz et les politiques agricoles dans les pays sahétiens de la zone d'intervention de la CCCE - R. Hirsch - Janvier 1988 - 1 volume.
- Principales conclusions de la rencontre de Bamako sur l'interaction des politiques céréalières dans le sous-espace "Ouest" - CILLS - Novembre 1989.
- Marchés et systèmes rizicoles mondiaux - Collectif 1989.
- Problématique des politiques rizicoles en pays sahélien - AGRER-CILLS - Mai 1990 - RP + 3 annexes.
- Rapport sur le développement dans le monde - Banque Mondiale - Washington D.C. - 1991.
- La révolution industrielle du Moyen Age - Gimpel J - Editions du Seuil - Paris 1975.
- Phases of Capitalist Development - Maddison A - New York, Oxford University Press - 1982.
- A comparative study on economic development in selected Asian countries, Miyoshi K - Asian Institute of Technology - Bangkok 1987.
- Fiscal and Exchange Rate Reforms in Africa - Sahn D.E. - CFNPP, Cornell University - Monograph 4 - June 1990.
- Comparative Advantage and Potential for Industrial Development, Federal Ministry of Industries - Y. Van Frausum - Nigeria - December 1988.
- Determinants of Growth and Development : the case of Africa, Cornell University - Y. Van Frausum - 1991.

- Strategies for Financial Reforms - IMF Staff Papers Vol. 37 - N° 3 - Villanueva D and Mirakhor A - September 1990.
- Malawi Country Economic Memorandum : Growth Through Poverty Reduction - Washington D.C., The World Bank, November 1989.
- The Long-Term Perspective Study of Sub-Saharan Africa : Background Papers - The World Bank - Washington D.C. 1990.
- STARS : African Economic and Financial Data - The World Bank - Washington D.C. - March 1990.
- Do African Countries Pay More for Imports ? Yes - Yeats A.J. - The World Bank Economic Review - Vol. 4 - N° 1 - 1990 page 1-20.
- Can Preshipment Inspection Offset Noncompetitive Pricing of Developing Countries - Imports 7 - Yeats A.J. - Working Papers WPS 610 - The World Bank - March 1991.